

## **Le piétinement de la modernité politique en Afrique :** une réception sociale difficile, une responsabilité partagée.

L'inscription délibérée de l'Afrique dans le contexte de la modernité politique est advenue dans la mouvance de la décolonisation. Au cœur de l'opportunité d'assomption politique acquise à la suite des luttes nationalistes, et surtout après la seconde Guerre Mondiale, les politiques africains d'alors, en choisissant de poursuivre dans le sens de l'administration coloniale avec un pouvoir centralisé, des institutions étatiques et un président élu au suffrage universel, avaient engagé leur peuple dans la gestion moderne des affaires de la cité. Sur le plan politique, malgré son apparentement avec la colonisation dont la violence avait déjà laissé des traces fossiles dans la conscience africaine, ce choix était notable, car il engageait la question du vivre ensemble au cœur d'une médiation peuple/pouvoir qui devrait déterminer la marche historique des peuples vers leur avenir. Ce choix inaugurerait aussi historiquement la coexistence dans un vaste ensemble de groupes ethniques d'horizons divers, non plus unis par une guerre d'annexion ou le protectorat d'une tribu par rapport à une autre, mais plutôt par un désir de liberté et d'autonomie vis-à-vis de l'occupant. Ceci au cœur d'un territoire partagé, même si à la base la contrainte impérialiste est au fondement de ces délimitations étatiques. Ce processus impliquait donc une décomposition de l'organisation traditionnelle des diverses couches dans leur structure endogène de gestion sociale, à la faveur d'une recomposition étatique plus vaste où le vivre ensemble ainsi que l'organisation sociale devraient être négociés à l'aune des pratiques modernes. Cette démarche historique qui devrait participer à l'émancipation des peuples dans un processus d'accompagnement graduel et dont la charge incombait à l'élite africaine- les politiques et les intellectuelles- à été malheureusement laissé en oubli depuis lors, et ceci de façon générale par manquement et par ignorance, aussi bien que par souci de domination impérialiste et par calcul politicien.

### **La question de la modernité politique et le contexte africain d'avant les années 1990**

De façon profane, loin des formules ampoulées du langage émérite, s'entend par modernité politique, le nouveau rapport au pouvoir temporel, qui ne s'inspire plus de l'autorité de Dieu, ni de l'église, ni d'une autorité transcendante ou du roi, mais s'origine tout simplement de la décision des hommes, engagés dans la prise en charge effective de leur destin historique à travers la construction du vivre ensemble. Ce nouveau rapport au pouvoir temporel où prédomine l'intérêt de tous citoyens est consacré dans sa forme moderne par le régime démocratique caractérisé par la séparation des pouvoirs et des institutions étatiques aux valeurs humanistes et non spirituelles, qui protègent le citoyen et garantissent la liberté de tout un chacun. L'inscription de l'Afrique dans ce contexte éloquent de gestion des nouveaux ensembles hérités de la colonisation devrait aussi en principe déboucher sur l'émergence du citoyen, partenaire par excellence du pouvoir avec lequel la question du vivre ensemble est engagé. Il faut comprendre ce rapport au pouvoir comme une réfutation catégorique de toute légitimation de pouvoir ontologique, c'est-à-dire un pouvoir conféré par une instance transcendant les compétences des hommes. Autrement, le fait d'être de la lignée d'une dynastie royale ou le représentant sur terre d'un culte divin ou initiatique ne confère plus aucun droit ni prérogative particulière dans les processus de désignation. Toute source de légitimité d'un pouvoir est temporelle et impliquée. Cette inscription dans la modernité politique exige un dialogue sans cesse renouvelé entre tous les acteurs, où l'Etat a comme objectif premier, la liberté du citoyen et la participation active à son émancipation. La raison en est que la réalité sociale est une dynamique, sans cesse en évolution et pour preuve, l'Occident riche de plusieurs siècles de Démocratie questionne encore aujourd'hui le mode de représentativité de ses diverses couches sociales dans les processus de décisions, sans parvenir à un système achevé.

L'Afrique, qui s'est lancée dans la gestion politique moderne il y a un demi siècle, piétine encore au niveau principiel et continue malencontreusement à faire violence à l'émergence du citoyen en revendiquant paradoxalement une modernité de façade, ceci par une exhibition ulcérente d'institutions de pacotilles qui ne sont pas autres choses que des mirages politiques. Il y donc de façon solennelle, le constat d'une réception sociale difficile de la part des politiques africains qu'il faut questionner et corriger, mieux, une résistance dont il faudrait venir à bout. D'ailleurs, l'histoire de l'enfantement de la modernité politique aussi bien que celle de la démocratie fait cas de résistances et de réticences de la part du pouvoir, une épreuve contre laquelle des combats sociaux sur le plan idéal, aussi bien que praxéologique - la praxis social, l'action- ont eu raison et bien entendu au prix du sang. S'il faut tenir compte de l'implication non négociable du peuple dans la genèse de sa liberté, il ressort d'emblée que les deux acteurs impliqués dans cette inscription moderniste en Afrique partagent une responsabilité dans le blocage constaté, préjudiciable à une gestion politique moderne aussi bien qu'à la genèse sociale du citoyen. D'une part donc les politiques, vis-à-vis de leur dynamique de sape, et d'autre part le peuple par son sommeil coupable. Si les dirigeants politiques africains mettent du plomb dans l'aile des processus d'émergence de la citoyenneté, cela répond à une logique de domination ; l'entretien de l'opacité politique étant une couverture par excellence de leurs forfaitures. Ils ont des intérêts égoïstes et partisans qui expliquent l'absence des structures propres à la pensée politique moderne. Mais du peuple qu'en est-il, qu'est-ce qui explique cette ascèse politique où l'on consent volontiers à l'économie de la liberté ?

La servitude volontaire caractéristique du peuple face au pouvoir du tyran, à propos de laquelle LA BOETIE a apporté son éclairage ne fait pas ici office de raison suffisante. Et l'histoire postcoloniale des pays Africains infirmerait une explication aussi superficielle. On ne saurait occulter la récupération systématique ou l'assassinat des chefs d'états africains d'après les indépendances par leur pays de tutelle et les politiques de la modernisation autoritaire<sup>1</sup> qui ont porté un frein à cette inscription des élites africaines dans la modernité. La volonté de puissance toujours affirmée des métropoles explique en partie l'échec de cette inscription et l'avortement du projet d'accompagnement du peuple dans son émancipation, projet funeste auquel les politiques africains, incarnés en majeure partie par les hommes en treillis s'en sont donnés à cœur joie. Les timoniers nationaux, les guides éclairés à la lumière opaque ou trop aveuglante n'ont eu pour objectif que de réprimer l'émergence du citoyen en instituant dans le meilleur des cas, une relation père/fils dont l'autorité échoit naturellement à l'aîné, symbolisé ici par l'Etat. Dans le pire des cas, dans l'optique de l'échec du paternalisme politique, et c'est ce qui s'est avéré, c'est la répression tous azimuts, allant de l'intimidation à l'atteinte de l'intégrité physique. Il ne faut pas oublier non plus que le passage à la modernité politique en Afrique à été brusque et culturellement non préparé. Le peuple, exception faite des élites très minoritaire, a été et l'est toujours dans un processus de recomposition du monde vécu sans éducation ni information. Les différentes formations

---

<sup>1</sup>Dans le contexte de la modernisation politique, dans les années soixante, les promesses faites par les leaders politiques du Sud de voir l'indépendance et la modernisation entraîner une amélioration des conditions de vie des masses paysannes n'ont pas été tenues. De ce fait, les masses populaires ne croyaient plus au discours des élites ; situation défavorable pour la mise en place des d'institutions démocratiques à l'occidentale. Pire encore, ces tensions entraînaient par ricochet des conflits au sein des élites elles-mêmes, favorisant une faiblesse structurelle de l'Etat. Les risques de réinvention sous d'autres formes de l'identité traditionnelle des masses paysannes et la recherche par les élites du renforcement de leur légitimité par le clientélisme étaient nuisibles à la modernisation et l'expansion du marché. Ceci favorisait des sociétés hybrides où l'Etat n'était moderne que d'apparence. Beaucoup d'analystes de l'époque considéraient que cette situation risquait de condamner les Etats du sud à un sous-développement permanent. Ailleurs, l'affirmation de mouvements révolutionnaires à base paysanne a sonné le glas d'une intervention. Cette situation risquait d'envenimer le conflit Est-Ouest. La réflexion théorique sur l' « ordre politique » a vu dans les militaires de nouveaux acteurs sociaux aimant l'ordre et tournés vers la modernité technologique et les parties uniques pour construire un Etat fort, les nouveaux instruments capables de continuer les politiques de modernisation. C'est ainsi que les kakis pressentis à servir de passerelle entre le traditionnel et le moderne et à maintenir l'ordre sont encore présents plus de quarante après.

politiques africaines étaient plus tenues par une logique de conquête du pouvoir en vacances dès le retrait des colons que l'implication citoyenne du peuple dans son nouvel espace politique. C'est ici le champ non exhaustif des paramètres sociaux qui sont au fondement du ratage de l'inscription effective des états africains dans la modernité politique. C'est le fait des intérêts et des calculs politiques. C'est aussi l'expression des effluves caractéristiques de l'impérialisme moderne où les métropoles pour des exigences politiquement correctes, sont obligées de rester dans l'opacité des réseaux pour jouer le jeu macabre et inhumain de leur domination sur des peuples qui sont coupables d'être les citoyens authentiques de terres au sous-sol généreux. Le dernier scénario macabre qui a consolidé la dictature héréditaire au Togo, avec la complicité éhontée et à peine voilée de la France, participe à cette logique. L'éclatement des acteurs du défunt OUA au moment de sa genèse en deux groupes ; groupe de Monrovia et groupe de Casablanca, le dysfonctionnement de la Banque Africaine de Développement (BAD), participent de très près à cette volonté de puissance impérialiste, ces exemples étant loin d'être exhaustifs.

Il est facile de comprendre que pour des pays colonialistes dont les sous-sol sont avares, l'émergence des pays africains sur lesquels ils ont un certain monopole signifierait *in fine* la perte de leurs prérogatives et même leur déclin. Il ne faut surtout pas se méprendre sur les objectifs non avoués de l'Occident dans son épanchement romantique à prêter main forte et assistance à nous autres peuples primitifs, attardés et non civilisés comme le prétendait le catéchisme impérialiste et colonialiste. Certes, l'Occident à bonne conscience en imposant sa culture comme solution apodictique à tous les problèmes sociaux de nous autres civilisations. Mais en même temps, il veille au grain pour que l'élève ne dépasse pas le maître, pour qu'une émergence de ces sauvages à la peau noire que nous sommes ne cause le déséquilibre dans leur logique de domination. « J'embrasse mon rivale, mais c'est pour l'étouffer ». Mais il est aussi vrai que la réalité sociale n'est pas une donnée parfaitement maîtrisable ou effectivement mathématisable. La volonté de puissance des pays de tutelle dans leur logique de domination n'épuise pas non plus la pleine potentialité des peuples dans leur désir d'émancipation. On ne peut pas toujours prévoir à l'avance de quoi est capable une marée humaine ; le social échappe à un déterminisme radical. Et s'il est dit que les peuples africains ne souffrent pas de la servitude volontaire, leur réaction ne tardera pas à être manifeste.

### **La récupération politique du réveil historique des peuples africains à la fin des années 1990**

La tentative d'émergence sociopolitique des peuples africains compte déjà derrière elle plus d'une décennie. Les années nonante marquent une étape décisive de maturation des peuples africains dans la mesure où ce n'est plus de quelques élites isolées que se forme l'épicentre de la lutte pour l'émancipation, mais du peuple lui-même. La transformation du monde en un village planétaire où les cultures dans leur ensemble participent à un vaste réseau de communication, ainsi que trente années de misères sociopolitiques ont vite fait sauté la gangue des politiques paternalistes. Le peuple par moment aura compris la portée des pratiques politiques chtoniennes dénuées d'horizon. C'est une autre étape de maturation et d'inscription progressive dans la modernité politique où la démocratisation a été revendiquée au prix du sang, et a été de façon déplorable récupérée et mal accompagnée. Cette fois-ci malheureusement, les coupables étaient dans nos rangs. Ce n'est plus les dictateurs africains à la solde de l'Occident, mais contre toute attente, des parties politiques mal préparés, mal organisés, titulaires de peu d'expérience dans la stratégie de lutte politique, et dont le centre d'intérêt est l'exercice immédiat du pouvoir. On dit souvent qu'on est enclin à reproduire à l'identique ce qu'on a subi ! Ont-ils aujourd'hui pris la mesure de l'échec de leur entreprise ? Sont-ils prêts plus d'une décennie après à penser leur engagement politique à nouveaux frais ? Quoi qu'il en soit, leur erreur principale est l'amateurisme et l'empressement à effacer d'un trait, trente années de pratiques politiques où aucun contre-pouvoir n'existait, période qui malheureusement a profité aux régimes en place pour tisser des alliances

aujourd'hui difficilement contournables. Confrontés à des régimes affaiblis et surpris, mais habitués à la logique de la brutalité, cet acquis n'a pas su être négocié et a basculé dans le chaos dans la plus part des Etats africains.

Mais aussi curieusement que cela puisse paraître, le soulèvement populaire des années 1990 n'est pas le fait de la totalité des souches endogènes des peuples africains. C'est l'œuvre d'une élite en genèse, consciente de l'hypothèque sur son avenir et du décès de sa nature projective qui a exprimé son ras-le-bol. C'est la génération africaine née dans la décennie soixante, qui à l'approche des trente ans, sentant la vacuité s'installée s'est agitée à la faveur du vent de l'Est. Des observateurs émérites de la vie politique africaine, en l'occurrence Fabien Eboussi Boulaga, ont souligné des changements notables justiciables des troubles sociopolitiques des années nonante, notamment le bienfait des conférences nationales. Sur ce plan c'est vrai il n'y a pas matière à discuter ; mais aujourd'hui, il serait intéressant d'interroger ses acquis et la pertinence de leur validité quand on met dans la balance, la régression politique marquée par une identité de méthode et de style repérable dans l'arène politique africain : le tripatouillage constitutionnel qui tend à légitimer la pérennité des dictateurs au pouvoir. Les anciens ennemis du peuple reprennent du service en donnant force de loi à des pratiques politiques atypiques n'ayant rien en partage avec l'essence de la démocratie. Les leaders politiques à l'origine de la récupération incapables de faire face à des régimes dont les racines s'étendent jusqu'aux antichambres de Matignon, l'Élysée, la Maison Blanche ou Bruxelles, finissent par gratter auprès du pouvoir ou à vivent dans la clandestinité. Que faut-il faire dans ces conditions ?

### **La responsabilité des intellectuels : mobiliser le peuple vers le plein potentiel de sa citoyenneté**

La lutte pour l'émancipation des peuples n'a certes pas tourné au fiasco sous tous les cieux africains, des pays comme le Mali, le Ghana ou le Bénin sont des modèles de réussite hautement appréciables. Alors, pour les peuples épris de liberté pris en otage entre les impérialistes survoltés et les pantins de présidents, aussi bien que les opposants de cire à la tête creuse, que faut-il faire ? Faut-il attendre que la roue du destin leur soit favorable ? Il y a longtemps que la providence ne fait plus recette en politique. Ce qui peut sauver les peuples épris de liberté ne viendra pas du ciel ; les Togolais l'ont appris à leur dépend. On ne peut pas faire économie de la logique du combat. Il faut se battre mais tout en se préservant. Beaucoup d'Africains à tort ou à raison affirment avec dédain, déception et rancœur que toutes les stratégies de lutte ont été épuisées, que là où rien n'a changé c'est que la possibilité n'est pas envisageable à moins qu'une lutte armée ne soit engagée. Et encore, faut-il que les maîtres de l'ordre du monde laissent leurs colonies à la merci de la vindicte populaire où d'une rébellion si leurs intérêts ne sont pas préservés.

C'est la tentation du dépit, et ce n'est pas sans raison. Il y a de quoi être désenchanté par la politique quand au début du troisième millénaire des régimes se font à l'image de celui de Lomé ou du Congo Démocratique, et ceci à l'encontre de la volonté générale. Depuis quand des singes ont-ils besoin de Démocratie ? Ils vivent en bande et c'est le mâle le plus fort qui est de droit le chef. C'est déjà un triomphe s'ils arrivent à organiser des « élections satisfaisantes ». Voilà l'anecdote qui semble résumer la position des métropoles vis-à-vis de nous. Les maîtres du monde ne font plus dans la dentelle. Ils opèrent à présent dans la visibilité. Mais c'est aussi prouver aux yeux du monde qu'on demeure des singes si nous laissons les métropoles décider de notre destin sans réaction. Il ne faut pas renoncer au combat et le dépit ne nous sert pas. Il reste un potentiel énorme dans le contexte des luttes de libération pour l'émancipation que nos stratégies politiques n'ont pas encore exploité ! Il est tout simple, mais constitue le vertige de tous les tyrans quand il est au maximum de son potentiel, c'est le peuple *stricto sensu*, dans le plein potentiel de l'exercice de sa citoyenneté. C'est de sa mobilisation que l'inscription dans la modernité politique sera effective. Et face à la démission de nos

politiques, face à la faillite de l'Etat, et l'incompétence des leaders des oppositions africaines, c'est aux jeunes élites à la pointe de la lutte d'aller réveiller la qualité de citoyen auprès des forces vives populaires.

La vie sociopolitique comme elle se déroule actuellement dans le contexte des sociétés africaines, n'a rien de moderne si elle n'intègre pas et ne participe pas à la genèse et la consolidation de l'individu citoyen. Une société moderne ne se satisfait plus de la dépendance à l'égard d'une unité transcendante, assurant la reproduction symbolique de la vie sociale. Fonder les Etats africains à partir de la cooptation tribale ou à partir des réseaux impérialistes qui nous imposent des avortons d'hommes d'Etat à la tête creuse participe d'une injure et d'une atteinte à la dignité citoyenne du peuple. Les états modernes sont des ensembles beaucoup plus vastes, fédérateurs de plusieurs groupements humains dans le but est de forger une identité collective et individuelle à travers la genèse d'un vivre ensemble au cœur duquel chaque citoyen est impliqué. Sa source de légitimité n'est plus ontologique, mais négociée et débattue à la lumière de l'expression de la souveraineté populaire. C'est plus qu'un droit du citoyen de participer à la politique plutôt que de s'en écarter et laisser son destin entre les mains d'acteurs marginaux. Mais on ne jouit de sa citoyenneté qu'en l'exerçant. La jouissance d'un droit est dans son exercice. Et c'est à l'abdication de ce droit qu'on a contraint les peuples par la politique paternaliste, la répression et les politiques centralisées. C'est à cet exercice qu'il faut convier les peuples par leur participation. Un travail d'éducation et d'information s'impose aujourd'hui aux partis politiques ou à défaut aux intellectuels africains épris de liberté. Les partis politiques d'opposition nés des troubles sociaux des années nonante ont confondu vitesse et précipitation et ont fait sombrer toute une génération de patriotes, contraint d'autres à l'exil, et envoyer le reste à trépas. Les politiques des oppositions africaines sont pour la plupart des pleutres financièrement à genoux et politiquement finis. Les opposants togolais sont des exemples les plus illustres.

A la relève alors est assignée une mission : c'est l'ultime mission qui engage cette fois la citoyenneté de tout un chacun. Ce n'est pas une entreprise immédiate de logique d'exercice du pouvoir mais la prise de conscience de l'impératif de l'exercice du rôle citoyen. Elle passe alors par un devoir d'information et d'éducation de la masse. Il faudrait :

- Au prime abord, faire comprendre à la masse que l'Etat moderne est un bien commun fruit de la volonté générale, du vivre ensemble et non le fait d'intérêts égoïstes d'une volonté particulière comme s'amuse à le faire nos chefs d'Etat. Dans ce sens il doit être construit par la participation de chaque citoyen par son inscription dans l'espace public. Cet espace public est défini comme un réseau permettant la communication, la discussion de contenus, des prises de position, d'opinions relatifs au vivre ensemble et la volonté générale. Cet espace ne se constitue que par l'activité communicationnelle, une langue étant nécessaire.
- Il s'impose donc un travail de conceptualisation des valeurs démocratiques ainsi que de la culture y afférente dans les langues endogènes. L'idée de justice, de bien, d'égalité participe des Universaux, donc présente dans toute les couches linguistiques rend cette tâche possible. Ce travail débouche non pas sur la constitution d'un espace public par décret qui s'apparentera très vite à un autre mirage politique, mais plutôt une préoccupation citoyenne qui par force et habitude débouche sur une société civile qui se définit comme des groupements ou associations non étatiques, capables d'influencer et de définir les contenus dans le réseau de communication et d'orienter leur flux.

Ces impératifs ne sont pas exhaustifs, ils n'épuisent pas les possibilités de luttes pacifiques. Mais leur prégnance et leur performance dans l'implication des citoyens dans les processus de décisions est sans égal, car l'espace public a le mérite de rendre le citoyen intéressé de lui-même et lui fait sentir son appartenance et son utilité dans son espace social au cœur du monde vécu. Une autre lutte non moins importante est la

quête de l'application effective des politiques de décentralisation. Elle permet de contenir la synergie des citoyens en luttant pour l'émancipation sur des espaces plus réduits en guise d'une fédération d'agents historiques plus évidente. Les régimes que les armes ne peuvent renverser ont aussi leur talon d'Achille. Il est dans l'air du temps. C'est une exigence culturelle pour tous ces pays africains de prétendre aujourd'hui à un engagement vers la démocratisation. Ils sont donc obligés à un moment ou un autre de faire semblant pour ne pas susciter le blâme d'une opinion internationale encore par endroit intègre. On ose croire que la stratégie de lutte pacifique exige de ne pas donner à ces régimes totalitaires l'occasion d'utiliser la violence et de manière pacifique les clouer au pilori. Les révolutions géorgienne ou ukrainienne peuvent prendre corps en Afrique. Si on arrive à faire exercer au peuple son droit citoyen, si la société civile bouge sans confondre son rôle avec la volonté d'exercer le pouvoir, si elle ne laisse plus récupérer sa synergie par des politiques opposants, incompetents et incohérents, si les espaces de libertés sont conquis, au moment des tentatives d'usurpation de pouvoir c'est le peuple qui se mobilisera pour exercer son droit de souveraineté. Ce ne sera pas pour casser et lancer comme les Togolais ou les Palestiniens, des pierres sur des tanks et répondre aux balles par des jets de pierres. Les réseaux politiques souterrains n'afficheront plus leur arrogance mortifère devant tout un peuple mobilisé mais négocieront leur retraite ou feront volte-face pour sauver les meubles. Aux générations actuelles éprises de liberté, voilà notre mission si nous ne voulons pas partager avec nos bourreaux : l'opposition politique et le pouvoir en place, la responsabilité de notre indigence. Il est possible de croire encore malgré les pratiques honteuses des métropoles occidentales et de nos politiques africains au potentiel révolutionnaire de nos peuples.

Korh pour afrology